

# BIBLIOGRAPHIE

18 septembre 2025

## Xavier VANDENDRIESSCHE

Professeur des Universités, Droit public

Président de l'Université Lille 2 de 2012 à

2017 <https://pro.univ-lille.fr/xavier-vandendriessche/>

### Responsabilités

#### Antérieures :

- Expert auprès du Conseil National d'Evaluation (CNE)
- Expert auprès de l'AERES puis du HCERES
- Délégué scientifique auprès de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)
- Membre du Conseil des prélèvements obligatoires
- Membre du Comité consultatif national d'éthique
- Membre du Jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel 2004
- Membre du Conseil Scientifique de l'Association française des Constitutionnalistes
- Membre de la Société française de Finances publiques
- Membre du Comité de lecture de la Revue française de droit administratif
- Président de la Commission de déontologie de la Région Hauts-de-France

#### Actuelles :

- Juge assesseur auprès de la Cour nationale du droit d'asile, représentant le Haut Commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés
- Référent déontologue / Référent alerte Sciences-Po Lille
- Référent Laïcité Université de Lille (EPE)

## Participation à des jurys de concours

---

- Concours externe d'entrée à l'E.N.A (1997, 2004 et 2005)
- Concours interne d'entrée à l'E.N.A (2002)
- 2<sup>nd</sup> concours d'Agrégation de Droit public (2002)
- Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2004)
- Premier Concours d'Agrégation de Droit public (2007-2008)

## Publications régulières

---

- « **Cour des comptes** » Répertoire de contentieux administratif - *Encyclopédie Dalloz* (depuis 1996) :
  - Statut (févr. 2020 avec le concours des étudiants du Master 2 « Métiers de l'administration publique »)
  - Compétences non juridictionnelles (févr. 2020 avec le concours des étudiants du Master 2 « Métiers de l'administration publique »)
  - Compétences juridictionnelles (sept. 2025).
- **Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** (*Dalloz, 15ème édition 2025*) : Annotations et commentaires.
- **Code de Justice administrative** (*Dalloz, 9ème édition, 2025*) : Annotations et commentaires du « **Code des juridictions financières** ».
- **Code constitutionnel et des droits fondamentaux** (*Dalloz, 14ème éd., 2025*), Annotations et commentaires (avec M. Lascombe).
- **Chronique de jurisprudence financière**, *Gestion et Finances publiques* (depuis 1999)

## LISTE DES PUBLICATIONS

---

[Droit public financier](#)

[Droit des libertés publiques – Droit des Étrangers](#)

[Droit constitutionnel et institutions politiques](#)

[Droit administratif](#)

[Direction de thèses](#)

## [Droit public financier](#)

---

« **Les Finances publiques** », Coll. Connaissance du droit (9<sup>ème</sup> éd. 2017) [ouvrage désormais repris par le Pr. Vincent DUSSART])

« Cour des comptes » Répertoire de contentieux administratif - *Encyclopédie Dalloz* :

- Statut (févr. 2020 avec le concours des étudiants du Master 2 « Métiers de l'administration publique »)
- Compétences non juridictionnelles (févr. 2020 avec le concours des étudiants du Master 2 « Métiers de l'administration publique »)
- Compétences juridictionnelles (sept. 2025).

**Chronique annuelle de droit public financier**, Revue française de droit administratif (2000-2011).

Revue « Gestion et finances publiques » (anciennement Revue du Trésor) : **Chronique de jurisprudence financière** (Cour des comptes, CDBF, Conseil d'Etat), depuis 1999.

**Annotations et commentaires aux Codes Dalloz** : administratif (Constitution, Finances publiques), puis Code de Justice administrative et Code constitutionnel et des droits fondamentaux – Depuis 2000.

#### Articles :

- **Chronique de jurisprudence de la Chambre du contentieux, Gestion et Finances publiques Janv.-Février 2025**, pp. 103-114.
- **Lecture des rapports de la Cour des Comptes**, Travaux des étudiants de Sciences-Po Lille, *Gestion et Finances publiques Mai-Juin.2025* p. 61-93.
- **Responsabilité financière des gestionnaires publics**, *Gestion et Finances publiques Nov.-Déc.2024* p. 19-34.
- **Un chemin de croix budgétaire, quatre scénarios et une apocalypse**, AJDA.2024 p. 2193 (avec A. Baudu, X. Cabannes et M. Lascombe).
- **Transparence ... encore un effort !** *Gestion et Finances publiques Mai-Juin.2024* p. 1.
- **Lecture des rapports de la Cour des Comptes, Travaux des étudiants de Sciences-Po Lille, Gestion et Finances publiques Mai-Juin.2024** p. 59-76.
- **Actualité de la responsabilité financière des gestionnaires publics**, *Gestion et Finances publiques Mai-Juin.2024* p. 48-58.
- **Chronique de jurisprudence financière, Gestion et Finances publiques Mars Avril.2024** p. 71-86.
- **Responsabilité des gestionnaires publics : vraiment une révolution ?** *Gestion et Finances publiques Juillet-Août 2023* p. 1.
- **La "responsabilité unifiée des gestionnaires publics" : une révolution ?** *BJCL n° 7/2023*, p. 509.
- **La Cour des comptes s'empare de la responsabilité financière des gestionnaires publics**, commentaire de l'arrêt n° S 2023-604 du 11 mai 2023 de la Chambre du contentieux, *AJDA 7 août 2023* p. 1511
- **Chronique de jurisprudence financière, Gestion et Finances publiques, Janv. Février 2023, n° 1** p. 97.
- **Chronique de jurisprudence financière, Gestion et Finances publiques, Mars-avril 2022, n° 2** pp. 142-162.
- **Synthèse des débats du colloque conclusif du séminaire itinérant de la SFFP : « JF 2025, la réforme des juridictions financières, conservatisme ou angélisme réformateur ? »**, *Gestion et Finances publiques mars-avril 2022* pp. 82-85.

- *Une ordonnance pour faire le printemps de la responsabilité financière des gestionnaires publics*, AJDA 2022. 833.
- **Chronique de jurisprudence financière**, *Gestion et Finances publiques Mai-juin 2021*, pp. 149-164.
- **Covid-19 et finances publiques comparées : quelques propos conclusifs (Allemagne, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Union européenne, Royaume-Uni et USA)**, RFFP n° 154, Mai 2021 p. 93.
- **L'insondable responsabilité des gestionnaires publics locaux**, *RFD adm. nov.-déc. 2020* n° p. 1013.
- **La Cour des comptes et l'Université**, in *Ecrits de droit public, financier et constitutionnel*, Mélanges en l'honneur de Michel Lascombe, Dalloz nov. 2020 p. 295.
- **La Cour des comptes**, Dalloz, *Répertoire de contentieux administratif*, 3 fasc., février 2020.
- **La notion de préjudice financier**, note sous CE, 6 déc. 2019, n° 418741 et 425542, *Gestion et fin. publ.* 2020 n° 2, p. 120.
- **La responsabilité des gestionnaires publics : un colloque pour rien ?** *Gestion et Finances publiques, le blog*, <https://gestionfinancespubliques.info/blog-gfp/>
- **Cabinets ministériels et finances publiques**, Colloque organisé à Sciences-Po Lille le 20 sept. 2019 par l'Université Polytechnique Hauts-de-France, l'Observatoire de l'éthique publique et Sciences-Po Lille : co-direction scientifique et rapport de synthèse.
- **Faisons confiance à la Cour des comptes !** Tribune AJDA 2019. 1129.
- **Les méandres de la procédure de gestion de fait, ou l'éloge de la complexité**, Note sous CE, 21 mars 2011, Mme Richard-Dubarry et M. Beausoleil, AJDA 2011. 1037 (avec M. Lascombe).
- **De l'amende pour gestion de fait à la réparation pour imprévision**, note sous CE, 10 février 2010, Société Prest'action, *Gestion et finances publiques* 2010. 598 (avec M. Lascombe)
- **Quel avenir pour la gestion de fait ? "Réformes des finances publiques et modernisation de l'Administration"**, Mélanges en l'honneur de Robert Hertzog, *Economica*, pp. 579-590.
- **La nouvelle procédure applicable devant les juridictions financières** (avec M. Lascombe), *RFD adm.* 2009. 813.
- **La gestion hospitalière devant la CDBF**, note sous CDBF, 16 avril 2009, n° 165-617, Centre hospitalier de Fougères, *Rev. jur. de l'Economie publique*, n° 670, déc. 2009 (avec M. Lascombe)
- **Défaillances des entreprises publiques : responsabilité des dirigeants ou responsabilité de l'Etat ?**, note sous CDBF, 25 juill. 2008, France Télécom, *Rev. jur. de l'Economie publique* Janv. 2009, pp. 17-22 (avec M. Lascombe)
- **La faute de gestion, base légale du contrôle opéré par la Cour de discipline budgétaire et financière sur les dirigeants des entreprises du secteur public**, *Rev. jur. de l'Economie publique Août-Sept. 2008*, pp. 12-15 (avec M. Lascombe)
- **De la nécessité de maintenir un contrôle juridictionnel en système lolfique**, RFFP 2007 n° 100, pp. 251-257 (avec Michel Lascombe)

- **La modernisation de la responsabilité des comptables publics**, *RFD adm.* 2007. 442 (avec Michel Lascombe)
- **Le paiement sur pièces justificatives fausses**, Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 janv. 2007, Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie, *La Revue du Trésor* 2007. 511 (avec Michel Lascombe)
- **La rénovation de la procédure devant les juridictions financières**, *La Revue du Trésor* 2007. 488 (avec Michel Lascombe)
- **La modification de la responsabilité pécuniaire et personnelle du comptable public**, *La Revue du Trésor* 2007. 437 (avec Michel Lascombe)
- **Adapter la procédure devant les juridictions financières au XXIe siècle**, *AJDA* 2007. 668 (avec Michel Lascombe)
- **La maîtrise de la production des normes** (avec M. Lascombe), in « *Réforme des finances publiques : la conduite du changement* », Actes de la III<sup>e</sup> Université de printemps du GERFIP, *LGDJ* 2007 p. 47.
- **Organismes et contrôles des finances publiques**, in *Finances publiques*, Les notices de la Documentation française 2006 (avec M. Lascombe)
- **L'exécution administrative et comptable de la loi de finances**, in *Finances publiques*, *Les notices de la Documentation française* 2006 (avec M. Lascombe)
- **L'applicabilité de l'art. 6 § 1 Conv. EDH aux comptables patents**, Note sous CEDH, 12 avril 2006, Martinie c/ France, *Rev. Trésor* 2006. 350 (avec M. Lascombe)
- **La LOLF et le contrôle des finances publiques**, *RFAP* 2006 n° 117 p. 131 (avec M. Lascombe)
- **Premier bilan du droit d'amendement parlementaire en régime LOLF**, *RF fin. publ.* 2006 n° 94 p. 49 s. (avec M. Lascombe)
- **La responsabilité financière des dirigeants des entreprises publiques**, Note sous CDBF, 24 févr. 2006, Société Altus Finance, 2<sup>ème</sup> arrêt, *RFD adm.* 2006. 624 (avec M. Lascombe)
- **L'office du juge des comptes et la régularité de la nomination des comptables patents**, note sous CE, 26 oct. 2005, Pinguet et autres, *RFD adm.* 2006. 405 (avec M. Lascombe)
- **Le droit dérivé de la LOLF**, *AJDA* 2006. 538 (avec M. Lascombe)
- **Une occasion manquée**, Note, sous CE 20 avril 2005, Karsenty et Fondation d'Aguesseau, *AJDA* 2005. 1732 (avec M. Lascombe)
- **Un second souffle pour la CDBF ?** Commentaire du Décret 2005-677 du 17 juin 2005 modifiant le livre III du Code des Juridictions financières et de la décision du Conseil Constitutionnel n° 2005-198 L, *AJDA* 2005. 1672 (avec M. Lascombe)
- **Finances publiques et responsabilité : l'autre réforme** (Colloque de la Cour des comptes avril 2005), Rapport introductif de la 4<sup>ème</sup> table ronde, *RF fin. publ.* 2005. 191.
- **Le Parquet de la Cour des comptes**, Mélanges offerts au Doyen Jean-Pierre Royer
- **L'autonomie financière des collectivités territoriales encore en chantier**, *RFD adm.* 2005. 417 (avec M. Lascombe)
- **Peau de chagrin**, *AJDA* 21 mars 2005 p. 569 (avec M. Lascombe)

- **Le Parlement et les finances sociales : l'échec relatif des lois de financement de la sécurité sociale**, *RDSS n° 2004 p. 638* (avec M. Lascombe)
- **La Convention européenne des droits de l'homme applicable à la gestion patente**, *La Revue du Trésor Août-septembre 2004, p. 530-553*
- **La Convention européenne des droits de l'homme applicable à la gestion de fait**, *La Revue du Trésor Mai 2004 p. 307-320*
- **Responsable de programme**, *AJDA 26 avril 2004 p. 841* (avec M. Lascombe)  
**La réforme de l'Etat, réforme du gouvernement ?** *AJDA 29 mars 2004 p. 617* (avec M. Lascombe)
- **Plaidoyer pour assurer le succès d'une réforme. La LOLF et la nécessaire refonte de la responsabilité des ordonnateurs et des comptables**, *RFD adm. 2004 n° 2 p. 398* (avec M. Lascombe)
- **Le défaut de communication des conclusions du Procureur général**. Commentaire de l'arrêt Société Réflexions, Médiations, Ripostes (CE, 14 déc. 2000), *RFD adm. 2002 n° 6 p. 1152* (avec M. Lascombe)
- **La participation du rapporteur au délibéré des juridictions financières**.
- Commentaire de l'arrêt Razel (CE, 6 avril 2000), *RFD adm. 2001 n° 6 p. 1306* (avec M. Lascombe)
- **L'ordre public et les juridictions financières**, in *L'ordre public : Ordre public ou ordres publics – Ordre public et droits fondamentaux*, Colloque de Caen des 11 et 12 mai 2000, *Bruylant 2001*, p. 167-186 (avec M. Lascombe)
- **Le secret devant les juridictions financières**, in « *Secret et justice. Le secret entre éthique et technique* », Textes réunis par Jean-Pierre Royer et Bernard Durand, *Ester, l'Espace juridique*, 2000
- **La déclaration de gestion de fait**, *RF fin. publ. 1999 p. 21*
- **Responsabilité du comptable et du régisseur** Commentaire de l'arrêt Blémont, CE, 28 févr. 1997, *La Revue du Trésor, Déc. 1997 n° 12 p. 738*
- Chronique générale de législation : régime financier des universités (**décret n° 94-19 du 14 janvier 1994**) *AJDA Mai 1994 p. 379* (avec M. Lascombe)
- **Commentaire du décret n° 92/1369 du 29 décembre 1992** : Comptabilité publique, Recouvrement des créances non fiscales - *AJDA mai 1993 p. 357* (avec M. Lascombe).

## Droit des libertés publiques – Droit des Étrangers

« **Le Droit des étrangers** », Coll. Connaissance du droit – Ouvrage désormais repris par le Pr. Jules LEPOUTRE

**Annotations et commentaires au Code Dalloz** : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (depuis 2011) – 15<sup>ème</sup> éd. 2025.

## Articles

- **L'activité de la Cour nationale du droit d'asile en 2024**, Dalloz Actu Etudiant 20 mars 2025, [actu.dalloz-etudiant.fr/focus-sur/article/lactivite-de-la-cour-nationale-du-droit-dasile-en-2024/h/70bcd20dcb33ac6ba47fafef58e6e8461.html](http://actu.dalloz-etudiant.fr/focus-sur/article/lactivite-de-la-cour-nationale-du-droit-dasile-en-2024/h/70bcd20dcb33ac6ba47fafef58e6e8461.html)
- **Non, Le juge unique n'est pas la solution pour améliorer l'efficacité du contentieux de l'asile**, AJDA 27 mars 2023 p. 521.
- **Préface de la thèse de Jules Lepoutre**, Nationalité et souveraineté, Dalloz, Nouvelle Bibliothèque des thèses, vol. 196.  
**La loi immigration et asile, une nouvelle occasion manquée ?** AJDA 2018. 2234.
- **Le Conseil d'Etat et les mesures prises au titre de l'état d'urgence**, AJDA 2018. 1322.
- **Nationalité, citoyenneté, fiscalité**, AJDA 2011. 2033.
- **L'entrée et le séjour des étrangers – Le juge administratif et la libre circulation des personnes**, in « *Le juge administratif et l'Europe : le dialogue des juges* », Presses universitaires de Grenoble, Collection Europa, déc. 2004, p. 73.
- **Statut constitutionnel de l'étranger ou érosion des droits fondamentaux ? Aperçu de la jurisprudence constitutionnelle**, in « *Le Front National au regard du droit* », Septentrion nov. 2001, p. 97.
- **Carte de séjour de plein droit des étrangers : de l'exercice du pouvoir d'appréciation au déni de justice**, Droit administratif n° 10, octobre 1999 p. 4.
- **Le droit public face à l'insertion familiale**, in “Le droit de la famille à l'épreuve des migrations internationales” Journées d'études organisées par le Laboratoire d'Etudes et de Recherches appliquées au Droit Privé de l'Université de LILLE 2 - 3 et 4 décembre 1992, L.G.D.J Déc. 1993.

## Notes d'arrêts sur le site ajda.fr :

- Police des étrangers (entrée en France) ; Nationalité (contestation) ; Passeport (rétention) ; Voie de fait, note sous TC, 19 nov. 2001, Préfet de police c/ TGI de Paris, req. n° 3272.
- *De l'exercice de la police des étrangers par les Compagnies aériennes ...*, note sous CE, 23 novembre 2001, Cie Nationale Air France, req. n° 195550
- De la combinaison du référé suspension en cassation et du jugement au fond en 1<sup>ère</sup> instance, note sous CE, 23 novembre 2001, M. Aberbri, req. n° 233104.
- *De la difficulté de déterminer le droit applicable aux ressortissants algériens ...*, note sous CE, 5 décembre 2001, Préfet de la Haute-Garonne c/ M. Aissat, req. n° 222592
- Notion de décision implicite et exigence de motivation : le cas des refus de réintégration dans la nationalité française, note sous CE, 14 déc. 2001, Ministre de l'emploi et de la solidarité c/ Mme Farida Delli, req. n° 204761, 204889

- De la réaffirmation du caractère subsidiaire de l'asile territorial par la confirmation du pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur, note sous CE, 28 déc. 2001, Préfet du Rhône c/ M. Nacef req. n° 226961.
- *Vers un nouveau cas de « refus guichet » ?* note sous CE, 30 janv. 2002, Préfet de la Haute-Garonne c/ Mme Salva, req. n° 221486.
- De la confirmation [partielle] de la jurisprudence Mme Ben Guertouh (3 nov. 1997) ..., note sous CE, 8 févr. 2002, M. Dieng req. n° 224496.
- *Hiérarchie des normes, quand tu nous tiens ...*, note sous CE, 14 déc. 2001, GISTI, req. n° 229229.

## Droit Constitutionnel et Institutions politiques

---

- **De l'irresponsabilité ministérielle**, in *Révolution, Constitution, Décentralisation*, Mélanges en l'honneur de Michel Verpeaux, Dalloz oct. 2020, p. 507
- **Une revalorisation parlementaire à principes constitutionnels constants** (révision constitutionnelle du 21 juillet 2008), JCP Ed. G. 30 juill. 2008, pp. 40-47
- **Du nouveau dans la Constitution ? Commentaire de l'article 14 du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République**, Petites affiches 14 mai 2008, pp. 48-50.
- **Démocratie représentative et légitimité, quelques interrogations**, *Mélanges offerts au Professeur Jean Gicquel*, Dalloz 2008.
- **La LOLF et le Conseil constitutionnel**, *Rev. Trésor* 2006. 429.
- **Conseil constitutionnel et Cour des comptes : Plaidoyer pour une coopération renforcée**, in *Constitution et finances publiques*, Etudes en l'honneur de Loïc Philip, Economica 2005, p. 435 s.
- **Vu la Constitution, et notamment son article 55**, *Mélanges Paul Amselek*, Bruylant 2005, p. 481 s. (avec M. Lascombe)
- **Questions sur la révision constitutionnelle**, AJDA 31 janvier 2005 p. 169 (avec M. Lascombe)
- **Le Parlement, entre déclin et modernité**, Pouvoirs N° 99 « La nouvelle V° République » (nov. 2001), p. 59
- **Le contrôle parlementaire et la proposition de loi organique du 12 juillet 2000**, RF fin. publ. 2000 p. 115.
- **Quinquennat : au delà des apparences**, Le Monde 22 mai 2000 (avec Michel Lascombe)
- **Autonomie financière des assemblées parlementaires et séparation des pouvoirs** in « Le financement des Parlements », Colloque SFFP, AFDC, GREEF, Lille 18 et 19 sept. 1997.
- **L'apport du Président François Mitterrand au Droit constitutionnel de la Vème République**, Revue du Droit Public 1996 n° 3 p. 637.

## Droit administratif

- **Tempête sur l'Université**, AJDA 2010. 1225.
- **Etudes en l'honneur de Pierre SANDEVOIR** : Service public, services publics, Textes réunis, L'Harmattan juin 2000.
- **La Doctrine "officielle"**, in *Doctrines et Doctrine en droit public, Contributions réunies par Geneviève Koubi*, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse 1996, p. 199-207.
- **La dualité des contentieux** in La Justice administrative, Colloque organisé par la Faculté de Droit de Dijon (22 au 24 juin 1995) : (avec Michel Lascombe)
- **Le Conseil d'Etat et la dualité de juridiction en Belgique**, Colloque du Centre d'Histoire Judiciaire (C.N.R.S. URA 1241) 1er Juin 1995 (avec Michel Lascombe), in « *Justice et institutions françaises en Belgique (1795-1815)* », Ester, l'Espace juridique, Juin 1996
- **Aperçu du droit de la responsabilité administrative**, Revue Experts, Décembre 1994 n° 25 p. 11
- **Le droit des hospitalisations psychiatriques, derniers développements**, R.D.S.S Janvier 1992 p. 1
- **Le transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé, notion et compétences**, Droit social sept-oct 1987 p. 702.

### Notes d'arrêts

- **L'autorité compétente pour révoquer le mandat du président du conseil d'administration de la RATP**, Note sous CE, 7 octobre 1992, Reverdy, JCP 1993-II-21978 (6 janvier 1993)
- Note sous CE, 8 mars 1993, Commune des Molières : **Police administrative, Domaine public** - JCP 1993-II-22157 (en collaboration)
- **Annulation de la décision de transfert à Strasbourg**, Note sous CE, ass, 4 juin 1993, JCP 1993-II-22127 (6 oct. 1993).
- **Emergence d'un contrôle objectif des décisions des fédérations sportives internationales**, Note sous Trib. Berne, ord. réf. prés. 9 sept. 1993 - JCP 1993-II-22178 (15 déc. 1993) (en collaboration)
- **Prononcé contre l'Etat pour défaut d'exécution d'une décision du Conseil d'Etat annulant le refus implicite de prendre les décrets d'application de la loi du 11 janvier 1984 relative à la fonction publique de l'Etat**, Note sous CE, 11 mars 1994, JCP

## **Direction de thèses**

---

Ce sont seize thèses qui ont été soutenues depuis 1997 :

- Six Docteurs sont Maîtres de Conférences
  - Trois Docteurs sont Professeurs des Universités
  - Cinq de ces thèses ont obtenu un prix national : Prix de la Cour des comptes (1999), 1<sup>er</sup> Prix de thèse du Sénat (2004 et 2006), 1<sup>er</sup> Prix de l'Association française de droit administratif (2007) **Thèses soutenues**
- 1) **Yann Durmarque**, Contribution à une définition de la notion d'usager dans la jurisprudence administrative française. – 1997 (Maître de Conférences Université de Lille).
  - 2) **Gilles Toulemonde**, Le déclin du Parlement sous la Ve République : mythe ou réalité ? – 1998 (Maître de Conférences Université de Lille).
  - 3) **Cathy Dagostino**, L'affectation en droit public financier (Avocate au Barreau de Lille)
  - 4) **Stéphanie Damarey**, Le juge administratif, juge financier, thèse honorée du Prix de la Cour des comptes 1999 et publiée à la Nouvelle bibliothèque des Thèses Dalloz en janvier 2001. (Professeur à l'Université de Lille).
  - 5) **Simon Fromont**, Le droit public financier à l'épreuve des contrats administratifs – 2001 (Maître de Conférences Sciences-Po Lille)
  - 6) **Annaïck David-Sauvage**, Recherches sur le droit des Etablissements publics de coopération intercommunale, juin 2003 (Attachée principale d'administration de l'État – DGFIP).
  - 7) **Pauline Türk**, Les Commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement sous la V<sup>e</sup> République, Décembre 2003 [Maître de Conférences Lille 2], thèse honorée du 1<sup>er</sup> Prix de thèse du Sénat, publiée à la Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle, Dalloz. (Professeur agrégée des Facultés de droit à l'Université de Nice)
  - 8) **Damien Catteau**, La LOLF et la modernisation de la gestion publique, Premier Prix de thèse du Sénat 2006, Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle (Dalloz) – Maître de Conférences à l'Université Lyon III.
  - 9) **Anne Jennequin**, L'implicite en droit public, Premier Prix de thèse de l'Association française de droit administratif 2007. – Maître de Conférences à l'Université d'Artois.
  - 10) **Aline Kurek**, Le juge financier, juge administratif (Directrice des Affaires juridiques, Université de Versailles, Saint-Quentin en Yvelines)
  - 11) **Neda Armbruster**, Les principes généraux du droit en droit français et néerlandais (cotutelle) (Avocate au Barreau de Lille)
  - 12) **Matthieu Caron**, L'autonomie organisationnelle du gouvernement. Recherches sur le droit gouvernemental de la Vème République, Maître de Conférences à l'Université de Valenciennes.

- 13) **Jules Lepoutre**, Souveraineté et nationalité (Nouv. Bibl. des thèses Dalloz 2020). Professeur agrégé des Facultés de droit, Université de Nice.
- 14) **Thibault Delavenne**, De la quasi-régie à la société publique locale : étude sur l'évolution de la gestion publique locale sous l'influence des objectifs de concurrence (Policy Officer at European Commission, DG Employment, Social Affairs and Inclusion).
- 15) **Zouhaier Maallem**, Les lois de finances adoptées depuis 2011 et la transition démocratique en Tunisie (Maître de Conférences)
- 16) **Ahmed Bouzouita**, L'impact de la nomenclature budgétaire sur la performance de la gestion financière publique en Tunisie (Maître de Conférences)

**Thèse en cours de préparation**

**François Abouadadou**, Le justiciable en contentieux administratif.